

MARIO MONTI

Président du conseil des ministres italien

Merci Thierry. Je souhaite en premier lieu vous exprimer mes félicitations les plus cordiales pour le succès de cette conférence. J'avais eu le bonheur de participer à la première édition à Évian, il y a quelques années. Je vois monter en puissance l'aspiration bien justifiée de la France à des valeurs et à une influence universelle. Je me réjouis de faire participer à cet effort cette année encore.

Je voudrais d'abord noter, Thierry, que c'est au nom de mes concitoyens que je prends comme un compliment ce que tu as dit en introduisant le déjeuner, c'est-à-dire que la politique italienne est à elle seule aussi complexe que la politique mondiale. Et, parce que certains trouvent qu'il est curieux qu'un Premier ministre auquel un des trois partis de sa majorité vient de retirer l'appui se trouve à l'étranger deux jours après cette déclaration, je voudrais ajouter que la politique italienne est aussi complexe que celle des autres pays. Mais je me permets de souligner que, cette année, elle a fait un pas en avant que bien d'autres pays ont estimé qu'ils auraient dû faire. Mais ils ne l'ont pas fait.

Il y a un an, l'Italie se trouvait dans une situation de finances publiques, et financière en général, extrêmement délicate. D'ailleurs, cela a été souligné d'une façon très officielle et très pesante, me dit-on ici, à Cannes lors du G8 de fin novembre. L'Italie, le curieux système politique italien, sous l'égide d'un Président de la République italienne, Monsieur Giorgio Napolitano, bénéficiant d'une très haute crédibilité, a mis en place, avec l'accord des trois principaux partis politiques, une expérimentation très innovante. C'est-à-dire de former une majorité. Je l'ai appelée "une étrange majorité".

Elle a fait travailler ensemble, pendant douze ou treize mois, trois partis qui ne se parlaient pas auparavant. Deux d'entre eux, non seulement ne se parlaient pas mais consacraient leur meilleure énergie dans la dé-légitimation mutuelle. Avec cette formule, pas de majorité systématique mais en effet, une étrange grande coalition. Le gouvernement italien, le parlement italien, le peuple italien ont su sortir d'une situation extrêmement grave, dont la gravité ne se mesurait pas qu'en termes de conséquences pour l'Italie. Lorsque j'étais installé au pouvoir – si l'on veut l'appeler ainsi – il y a treize mois, il y avait un intérêt européen, américain, mondial pour l'état de la situation italienne parce que nous étions l'incendie potentiel qui pouvait faire éclater la zone euro d'une façon définitive.

Donc, permettez-moi de vous inviter à considérer d'un œil neuf ce système politique, peut-être plus complexe que les autres, mais qui, dans des moments de difficultés particulières, sait produire, ou en tout cas a su produire, un degré de désarmement mutuel, lequel a su servir les intérêts du pays et de l'Europe.

Le fait que la date des élections se rapproche, que la législature actuelle va se terminer au mois d'avril, et qu'un des trois partis ait décidé de me retirer son appui jusque là systématique, est un élément de la dynamique politique très important. Mais je voudrais vraiment qu'il ne vous échappe pas que nous avons pu, pendant une année, faire une opération de redressement budgétaire qui mène l'Italie sur la voie, confirmée par les autorités européennes, d'avoir un bilan équilibré en termes structurels en 2013. D'autres pays ont reporté cet objectif. Nous avons fait des réformes structurelles qu'aucun des deux partis, le Centre droit et le Centre gauche, n'auraient pu faire de façon isolée. Et nous avons, j'espère, aussi donné un nouvel élan, pour la part qui était du ressort de l'Italie, à la dynamique du débat européen.

Voilà, nous, les Italiens, nous sommes souvent autocritiques, pas toujours sur les aspects sur lesquels nous devrions l'être encore plus. Nous ne sommes pas parmi les pays considérés comme arrogants, mais il y a des moments où il faut inviter les autres à regarder avec objectivité certaines expériences italiennes qui méritent de l'être.

Je vais vous présenter quelques réflexions, pas sur l'Italie, rassurez-vous, mais sur la gouvernance européenne. Je suis bien conscient qu'au-delà de l'heure de la digestion, je ne serai pas en mesure de susciter une réaction physique

comme celle que Thierry de Montbrial a évoquée lors des propos de mon co-auteur Sylvie Goulard. Et en plus, étant très sensible à la diversité et donc à un monde global qui va désormais voir cette conférence promue par l'IFRI et par Thierry de Montbrial et avoir une position de plus en plus centrale et dominante, c'est dans un souci de protection des diversités que je vais m'exprimer dans une langue qu'il faudrait quand même soutenir un peu, la langue anglaise.

J'avais un texte préparé sur « Vers de Nouveaux Paradigmes de Gouvernance Economique Mondiale », c'est en effet un bon titre, mais je crois qu'il aurait grandement contribué à votre passage de la digestion à la rêverie. Au lieu de cela, je préfère vous ramener à la réalité en développant deux ou trois points qui ont donné lieu à des échanges pendant le déjeuner avec Sylvie et pendant le débat qui a suivi. Je vais donc passer sur le côté mondial de la gouvernance car, puisqu'il est là ce soir, Pascal Lamy représente la gouvernance mondiale et cela n'aurait aucun sens pour moi d'imiter ce qu'il pense. Cependant, j'aimerais évoquer quelques éléments en relation avec ce que Sylvie a abordé pendant le déjeuner « tirer les leçons de l'interdépendance ».

Mon expérience de la gouvernance européenne remonte loin dans le temps si vous me permettez d'inclure la Commission européenne dans la gouvernance, même si vous avez récemment restreint le rôle-clé de gouvernance au Conseil européen, bien que je ne pense bien sûr pas qu'il ait une base exclusive. Dans tous les cas, qu'est-ce que je retire de mes treize mois d'appartenance au Conseil européen ?

Il y a un message auquel je tiens particulièrement, outre le fait qu'il n'est pas très rationnel de se réunir à 18 h afin de pouvoir livrer nos conclusions au monde à 5 h du matin. Cependant, je n'ai pas résisté à la tentation quand un journaliste américain m'a demandé pourquoi nous faisons cela en Europe et je lui ai répondu que nous faisons une faveur aux résidents des fuseaux horaires américains. Ce monsieur n'a pas apprécié ma réponse. Je pense que d'un point de vue organisationnel, c'est quelque chose qui peut être amélioré, mais si je regarde l'année 2012 dans le Conseil européen, pour ce qui est de « tirer les leçons de l'indépendance », qui est le cœur du problème de la gouvernance, je suis en fait assez optimiste.

De mon point de vue, le Conseil européen et l'Union européenne dans son ensemble, y compris en premier lieu le Parlement et la Commission, ont fait des progrès tardifs mais considérables pour ce qui est de tirer les leçons de l'interdépendance. J'ai même l'impression que l'Union européenne a compris en 2012 que l'activité politique est caractérisée à la fois par une dimension temporelle et une dimension spatiale, ce qui est une percée majeure car nous avons tous ensemble échappé à l'étroite vision à court terme qui est bien sûr celle des processus politiques nationaux bien plus que les décisions européennes, et nous devons en avoir conscience. Je n'adhère pas un instant – et dans le livre avec Sylvie nous en parlons – à l'idée que la politique européenne au niveau de l'UE est en crise à cause de déficience dans l'Union en termes de politique et de démocratie. Je pense que la racine des déficiences en Europe, dont la pertinence est indéniable, est à trouver au niveau national où, dans quasiment tous les États membres, le processus politique est pollué par un très grand degré de vision à court terme.

En outre, je pense que l'UE a acquis en 2012 une plus grande conscience de la nécessité d'un horizon à plus long terme. J'en veux pour simple preuve que l'UE travaille depuis des années à la construction d'une union monétaire et économique bien sûr, et cette construction a plutôt bien réussi je crois. Cependant, au vu de la récente crise dans la zone euro, l'UE a ressenti le besoin – besoin reconnu par la BCE sous le Président Trichet et sous le Président Draghi – de montrer, entre autres aux investisseurs et aux acteurs du marché, ce que la vision à plus long terme représente pour une Union Monétaire et Economique (EMU) profonde et sincère. Par conséquent, les plans sont dans les mains des quatre présidents – l'UE a toujours trois ou quatre présidents sinon ce ne serait pas l'UE – et, dans un processus harmonieux, M. Van Rompuy, M. Barroso, M. Junker et M. Draghi ont produit un rapport qui sera sur nos bureaux la semaine prochaine au Conseil Européen. Il a donc été admis que nous ne pouvons pas éviter les perturbations à court terme du marché si nous n'avons pas une vision à plus long terme et agissons de façon convaincante et cohérente pour prouver au marché que les dirigeants européens ont foi en tout cela.

Nous avons aussi compris qu'il y a de l'espace. Vous pourriez alors vous demander si la conscience de l'espace n'était pas à l'origine même de la construction européenne. La réponse est oui et non, car cette vision, présente depuis le début, a été selon moi obstruée par une autre idée, selon laquelle il y a certes de l'espace dans l'Union, mais la vie est bien plus simple et que si nous laissons à chacun le soin de ranger chez lui, il n'y aura pas de problèmes séparés dans l'UE. On aurait beaucoup à dire sur cette idée car cela nuirait gravement à l'UE, sans oublier que ce serait moralement

très pervers, si chacun ne faisait pas le maximum pour ranger chez soi et je sais à présent, bien plus qu'il y a treize mois, à quel point cela peut être douloureux quand on regarde simplement ce que d'autres peuvent faire pour améliorer l'ensemble de l'édifice européen. Cependant, il est également nécessaire de voir s'il n'y a pas des mécanismes, décisions et aspects collectifs au niveau de l'Union qui, à moins qu'ils soient gérés correctement, pourraient faire que le ménage domestique soit insuffisant.

En juin dernier, il y a eu une importante réunion du Conseil européen qui a duré deux nuits et un jour, et fut donc relativement courte, et qui a accompli deux choses qui donnent une bonne idée du besoin de prise de décision individuelle dans les pays mais aussi d'une prise de décision plus cohérente au niveau de l'UE. C'était le pacte de croissance et les décisions sur les mécanismes de stabilité pour la zone euro.

Le pacte de croissance qui a été décidé est un ensemble de principes et d'actions politiques plus ou moins concrètes, dont beaucoup doivent encore être mises en place sur le terrain, et qui seront évaluées lors du prochain Conseil européen. Beaucoup d'entre nous ont travaillé là-dessus, y compris le Président Hollande, qui est entré en fonction seulement en mai mais a travaillé avec beaucoup de vigueur sur ce pacte. Il identifie un nombre d'actions nécessaires pour une Europe dans laquelle les États membres individuels continuent d'appliquer une discipline fiscale pour augmenter la croissance. Je suis aussi content de pouvoir admettre devant M. Gurría le rôle absolument essentiel que l'OCDE a toujours eu en nous poussant à incorporer cette dimension d'interdépendance.

L'autre chose a été l'agrément sur le principe, après des discussions douloureuses en juillet dernier, que même pour les marchés financiers de la zone euro, il est essentiel que chacun fasse le ménage chez soi, mais qu'il y ait aussi des intervenants extérieurs. Je suis un peu fier de dire que c'est principalement l'exemple de l'Italie qui a apporté cette idée sur la table, un pays qui a entièrement et absolument suivi cette année les recommandations spécifiques à son sol ainsi que les règles générales de discipline fiscale et de réformes structurelles. Cependant, jusqu'à récemment, il n'était pas possible de répercuter cela de façon significative en termes d'écart sur les bons allemands.

Le retard dans l'acceptation de ce paramètre est dû également au manque de confiance dans l'intégrité et la persistance de l'euro et il est normal que les opérateurs du marché, s'ils sont suspicieux sur ce point, le répercutent sur les différents États membres proportionnellement à leur niveau d'endettement. Pour un pays qui a hérité de nombreuses dettes – par sa faute et pas celle des Allemands ou de n'importe qui d'autre – mais qui essaie de changer le cours de sa politique et fait tout ce qu'on lui demande en termes de politique courante, il faut plus de temps que l'horizon à court terme pour convaincre les marchés. Même les inflexibles Finlandais ont fini par admettre que dans cette mesure, il y a un problème collectif qui doit être résolu.

D'où la proposition faite en juin par les Chefs d'Etat et de Gouvernement, que la BCE dans son autonomie et le Fonds Européen de Stabilité Financière et le Mécanisme de Stabilité Européen agissent de façon cohérente pour aider à la stabilisation des marchés obligataires souverains dans les pays qui agissent en accord avec les règles et restrictions. Ensuite, la BCE, forte de son autonomie, a décidé un certain nombre de mesures politiques et le mécanisme est là, il attend simplement un premier utilisateur pour voir si la sauce prend. Je suis assez content que nous ayons exercé la juste dose d'influence afin de persuader nos collègues de mettre en place ce mécanisme et je serais ravi si, en dépit de quelques récentes crispaciones, comme dirait M. Alumnia, nous n'ayons pas besoin de cet outil.

Je voudrais juste dire un dernier mot sur l'engagement contractuel, et là je me permets de ne pas être d'accord avec ma très vive co-auteur Sylvie Goulard, qui a parlé de cette idée des engagements contractuels qui émergent dans le Blue Print. Ce sont des petits engagements entre États membres, un peu comme la stratégie de Lisbonne. Je serais contre ce phénomène si c'était comme Sylvie l'a interprété, mais je vais agir au sein du Conseil européen pour que cela ne soit pas interprété comme cela. En particulier, je crois qu'il serait utile comme instrumentaire de politique communautaire et non comme politique intergouvernemental que la Commission, avec le Conseil pour les Affaires Economiques et Financières (ECOFIN) ou l'Eurogroupe, soit d'accord pour que certains mécanismes ou arrangements contractuels soient pris en accord avec un État membre en particulier.

Qu'est-ce cela chercherait à stimuler ? Je dis clairement non à ceux qui proposent que ces arrangements contractuels soit la énième couche par-dessus les couches n-1 qui existent déjà dans la discipline budgétaire. De mon point de vue, il serait absurde vis-à-vis des marchés si nous donnions l'impression que nous avons aussi besoin d'arrangements



contractuels avec les États membres pour que ces derniers respectent les règles budgétaires alors que nous avons déjà le Traité de Maastricht, le Pacte de Croissance et de Stabilité, les six pactes, les deux pactes et le Pacte Budgétaire. Sommes-nous monomaniaques ou avons-nous si peu de confiance dans les mesures déjà prises ? Je serais donc contre cela car c'est superflu.

Les États membres ne doivent pas faire ce que certains d'entre nous ont fait en 2003 quand le Conseil n'a pas suivi les recommandations de la Commission. N'allons pas inventer des superstructures mais laissons simplement les États membres faire ce qu'ils sont supposés faire. Cependant, je n'aurais rien contre des engagements contractuels, avec les pressions et incitations stipulées, pour encourager les États membres à mettre en place les réformes structurelles, pas la discipline budgétaire, dont ils doivent déjà s'être occupés. Ces réformes structurelles doivent viser à encourager la compétitivité etc., pour leur propre bien et le bien économique réel de l'UE et pour inscrire la discipline budgétaire dans la durée.

Je m'arrête là en m'excusant d'avoir modifié le sujet de mon intervention in itinere.